

## CONVENTION DE REVERSEMENT DE TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIETES BÂTIES PERÇUE SUR LES ZONES D'ACTIVITES ACTIVAL D'ORNE

### *Entre*

La commune de Fontenai-sur-Orne représentée par son maire, Mme Christiane Divay, agissant au nom et pour compte de la collectivité, en vertu de la délibération du conseil municipal du 20 janvier 2011

*d'une part,*

la commune de Sarceaux représentée par son maire, M. Jacques Gréard, agissant au nom et pour compte de la collectivité, en vertu de la délibération du conseil municipal 7 janvier 2011

*d'autre part,*

*et*

la communauté de communes du Pays d'Argentan représentée par son président, M. Laurent Beauvais, agissant au nom et pour compte de l'établissement, en vertu de la délibération du conseil communautaire en date du 18 janvier 2011

*d'autre part.*

Il a été convenu ce qui suit :

### **Article 1 : objet de la convention**

La communauté de communes du Pays d'Argentan, dans le cadre de sa compétence en matière de développement économique, prend en charge la création, l'aménagement et la commercialisation des zones d'activités implantées sur son territoire. En outre, conséquence du transfert de compétences acté lors de la réunion du conseil communautaire du 21 décembre 2010, la communauté de communes assurera l'ensemble des charges liées à la gestion et l'entretien de cette zone (éclairage public, entretien des espaces verts, entretien de la voirie...).

Suite à la suppression de la taxe professionnelle, le produit fiscal intercommunal issu de l'implantation d'entreprises sur une zone d'activités est singulièrement amoindri. Pour renforcer le lien entre activité économique et intercommunalité, et pour permettre à celle-ci de financer les charges qui lui reviennent, il est convenu de reverser à la communauté de communes du Pays d'Argentan le produit fiscal issu de la taxe sur le foncier bâti perçue par les entreprises sises dans le périmètre des zones Actival d'Orne I et II. Sont ainsi concernées les parcelles correspondantes des communes de Sarceaux et de Fontenai-sur-Orne.

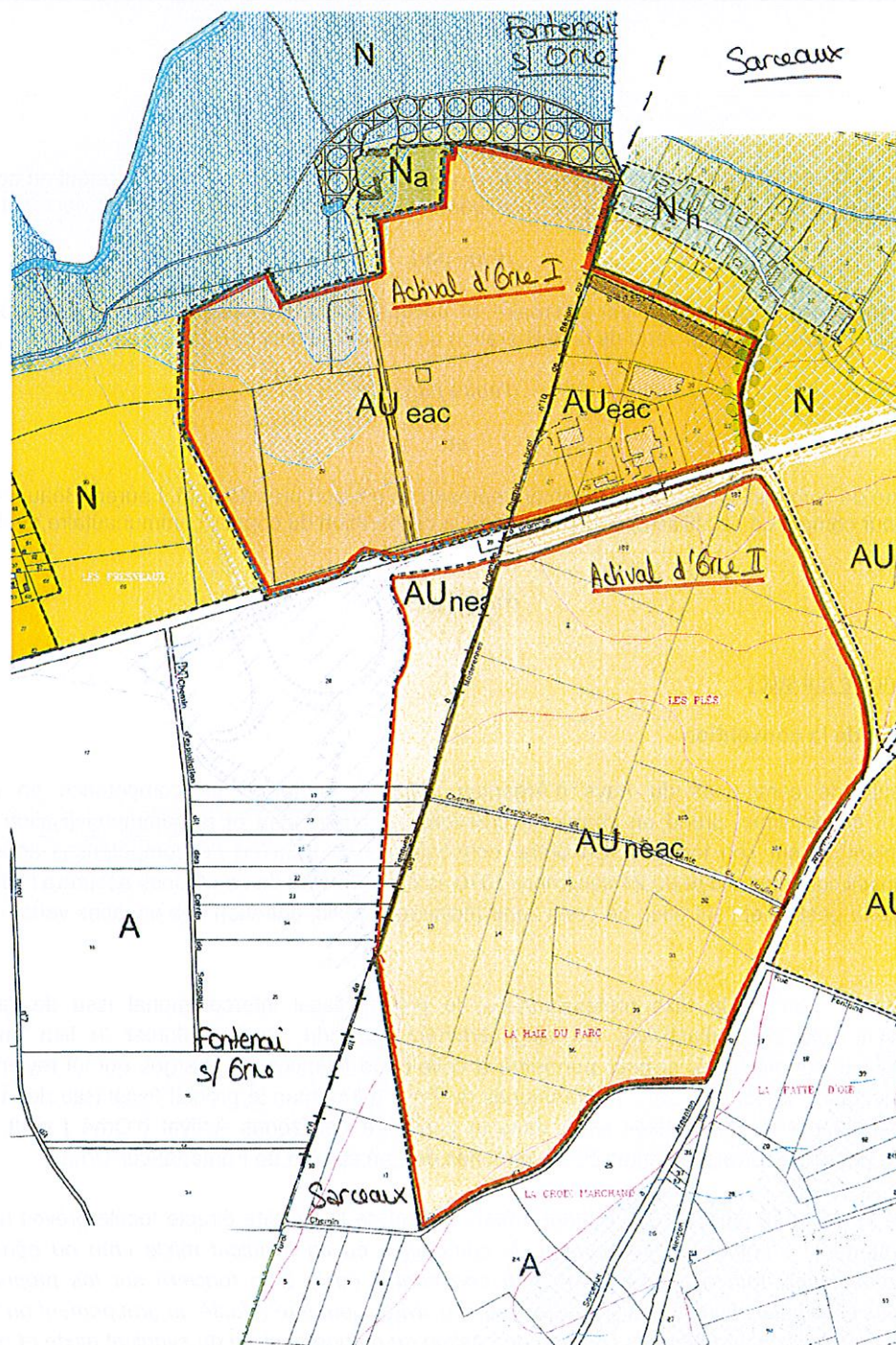
L'article 29 de la loi du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité directe locale prévoit la possibilité d'un tel reversement : « *Lorsqu'un groupement de communes ou un syndicat mixte crée ou gère une zone d'activités économiques, tout ou partie de la part communale de la taxe foncière sur les propriétés bâties acquittée par les entreprises implantées sur cette zone d'activités peut être affecté au groupement ou au syndicat mixte par délibérations concordantes de l'organe de gestion du groupement ou du syndicat mixte et de la ou des communes sur le territoire desquelles est installée la zone d'activités économiques* ».

La présente convention, établie en vertu de l'article ci-dessus, entérine le principe du reversement à la communauté de communes du Pays d'Argentan, à compter de l'année 2011, **de la totalité de la taxe foncière** sur les propriétés bâties perçue par les communes de Sarceaux et de Fontenai-sur-Orne auprès des établissements installés sur la zone d'activités Actival d'Orne.

En outre, la présente convention fixe les modalités de ce reversement annuel.

## Article 2 : zones concernées

Sont visées par la présente convention toutes les entreprises établies au 1<sup>er</sup> janvier 2011 ainsi que celles amenées à s'établir à compter de cette date au sein des zones d'activités dénommées Actival d'Orne 1 (située au nord de l'axe routier Argentan-Flers) et Actival d'Orne 2 (située au sud de ce même axe).



### Article 3 : annualité

Chaque année, le versement au profit de la communauté de communes du Pays d'Argentan sera établi sur la base des taxes foncières sur les propriétés bâties issues de la zone Actival d'Orne telle qu'elle est délimitée à l'article 2 de la présente convention et encaissées par les communes de Fontenai-sur-Orne et Sarceaux au cours de l'exercice concerné.

Pour ce faire, un état des versements prévisionnels de l'année sera adressé aux deux communes par les services de la communauté de communes du Pays d'Argentan avant le 15 mars de l'année. Ces montants seront inscrits au budget des communes à l'article 739113 « reversements conventionnels de fiscalité ». Il sera établi sur la base des informations transmises par les services fiscaux pour l'année précédente. Un premier acompte correspondant à la moitié du montant estimé sera exigible à compter du 1<sup>er</sup> juin de l'année. Il fera l'objet d'un titre de recettes émis par la communauté de communes et comptabilisé à l'article 7328 « autres reversements de fiscalité ».

Une régularisation sera effectuée en fin d'année sur la base des données définitives communiquées par les services fiscaux. Cette régularisation donnera lieu au versement du solde de la participation qui sera appelé par l'émission d'un titre de recettes à compter du 1<sup>er</sup> novembre de l'année.

### Article 4 : recensement des contribuables concernés

Les services de la communauté de communes établiront chaque année, en annexe à l'état visé à l'article 3, la liste des contribuables dont les établissements sont sis sur le périmètre de la zone délimitée à l'article 2. Figurera sur cet état le détail par contribuable du produit fiscal faisant l'objet du reversement de fiscalité.

### Article 5 : modalités de calcul du reversement

Le montant du reversement au titre de l'année concernée est calculé en appliquant aux bases nettes taxables de chaque établissement le taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties en vigueur sur la commune d'implantation.

### Article 6 : correction des potentiels fiscaux

En application des dispositions de l'article 29 de la loi du 10 janvier 1980, le potentiel fiscal des communes de Fontenai-sur-Orne et de Sarceaux sera corrigé à la baisse pour tenir compte de ce reversement. De même le potentiel fiscal de la communauté de communes sera corrigé à la hausse. Pour faire constater ces corrections du potentiel fiscal, les services de la communauté de communes transmettront chaque année aux services préfectoraux les montants reversés par les deux communes au titre de l'exercice antérieur.

### Article 7 : durée de la présente convention

La présente convention est conclue pour une durée de 25 ans.

### Article 8 : litiges

Les litiges susceptibles de naître du fait de l'exécution de la présente seront portés devant le tribunal administratif de Caen.

établi à Argentan en trois exemplaires originaux,

le 21 mars 2011,

|  |   |   |
|--|---|---|
| <p><i>pour la commune de Fontenai sur Orne,</i></p>  <p><i>Madame Divay</i></p> | <p><i>pour la commune de Sarceaux,</i></p> <p><i>le maire,</i></p>   <p><i>Jacques Gréard</i></p> | <p><i>pour la communauté de communes du Pays d'Argentan,</i></p> <p><i>le président,</i></p>  <p><i>Laurent Beauvais</i></p> |
|--|---|---|

